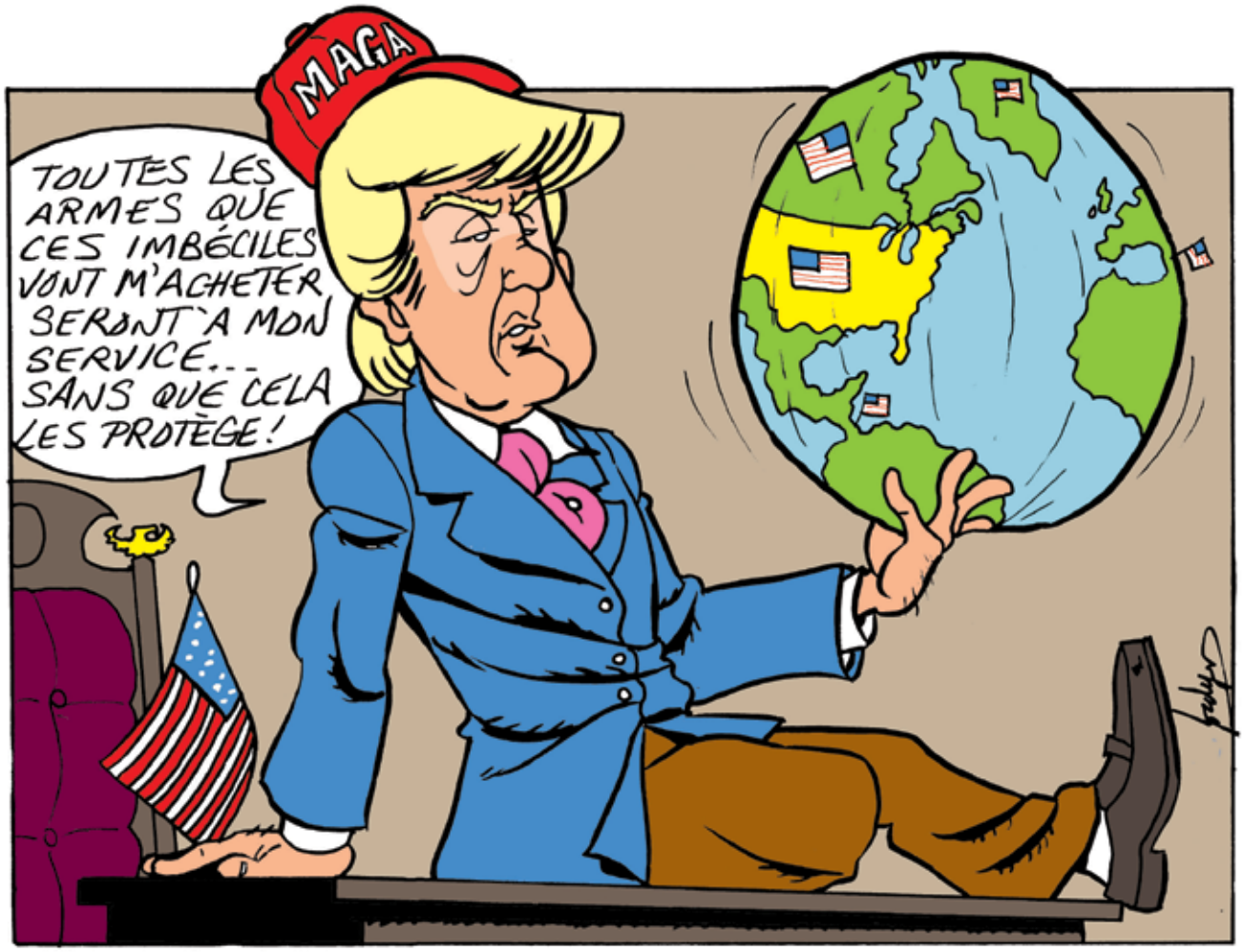
LE COLLECTIF

ÉCHEC à la GUERRE

LE MILITARISME :

Menace nucléaire

Désastre social, écologique et humanitaire



Juillet 2026

TABLE DES MATIÈRES

1. **POUSSÉE DE FIÈVRE MILITARISTE ICI ET AILLEURS**..... page 4
2. **SOMMES-NOUS MENACÉS?**..... page 7
3. **UNE NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS POUR LE MAINTIEN DE L'HÉGÉMONISME ÉTASUNIEN**..... page 8
4. **QU'EN EST-IL DES BÉNÉFICES QU'ON NOUS PROMET?**..... page 10
5. **OÙ TOUT CELA NOUS CONDUIT-IL?**..... page 11
6. **AU PLAN MONDIAL, MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE ET DES NOUVEAUX FASCISMES**..... page 17
7. **REFUSER LA LOGIQUE GUERRIÈRE POUR LE BIEN-ÊTRE DE L'HUMANITÉ**..... page 19

Ce ne sont ni les missiles, ni les bombes, ni les chars d'assaut, ni les emplois militaires, ni tout le reste de leur machine de mort qui donneront aux peuples du monde les services sociaux, garderies, logements, emplois décents et utiles, et conditions de vie et de travail pour lesquels nous nous battons depuis longtemps.

Geneviève-Baril-Gingras, Collectif féministe antimilitariste de Québec, 1984.

Nous remercions :

- **John Detre, analogos**, pour la traduction anglaise
- **Jocelyn Jalette,** bédéiste, pour ses dessins
- **Sabine Friesinger** pour la conception et l'infographie
- **Katasoho impression & design inc**. pour l'impression
- **Les membres du groupe de travail** qui ont écrit, critiqué, enrichi et fait la révision finale du texte.

Pour en savoir plus :

Consulter le site Internet du Collectif Échec à la guerre pour prendre connaissance des articles disponibles sur le militarisme!
https://echecalaguerre.org/agir/non-au-militarisme-non-a-la-guerre/

Ce fascicule a été produit par le Collectif Échec à la guerre pour alimenter la réflexion et contribuer à la mobilisation contre la montée fulgurante du militarisme.

LE COLLECTIF
ÉCHEC à la GUERRE

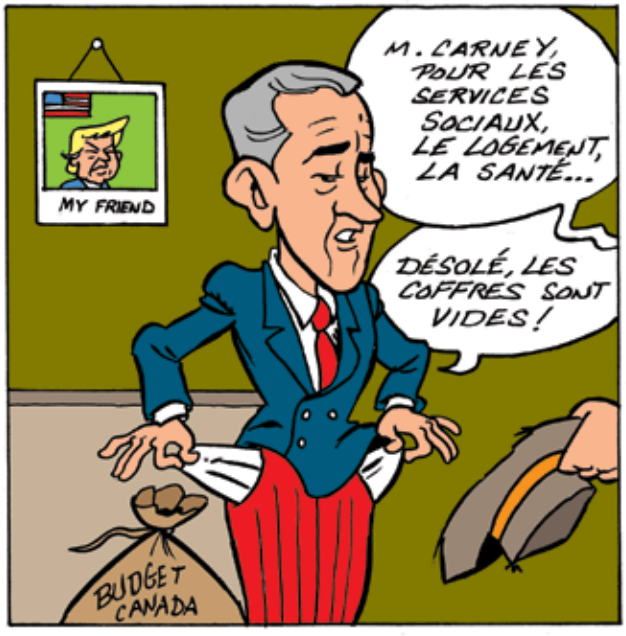
Adresse postale:
765 rue Beaubien est
UPS Store, #127
Montréal, QC H2S 1S8

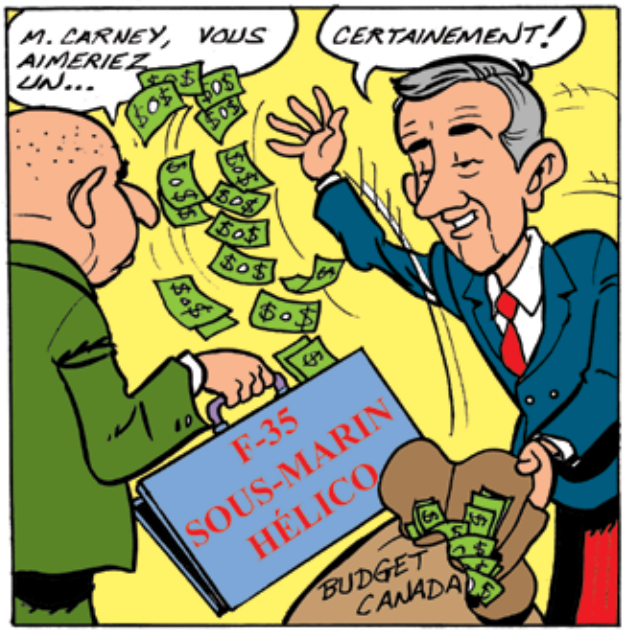
https://echecalaguerre.org
facebook.com/echecalaguerre/
info@echecalaguerre.org

LE MILITARISME : Menace nucléaire
Désastre social, écologique et humanitaire

Dans un contexte mondial de tensions croissantes, cette nouvelle course aux armements lancée par les États-Unis et tous leurs alliés n'annonce rien de bon, ni pour le Canada ni pour le reste de la planète. Elle risque d'enterrer définitivement le droit international au profit de la loi du plus fort, et de nous plonger dans un cycle encore plus dangereux de sanctions, d'agressions et de guerres dévastatrices pouvant mettre en péril la survie même de l'humanité.

Pendant qu'on fait rouler les tambours de la guerre, on entend déjà les marchands de canons se réjouir des profits à venir. Mais les sommes colossales qui seront englouties dans l'armement et la guerre, au Canada et au Québec, grugeront les ressources nécessaires pour répondre à nos besoins fondamentaux en logement, en alimentation, en santé, en éducation, en environnement, en infrastructures. Des besoins qui sont encore plus criants pour les peuples autochtones et la masse croissante des laissé•es pour compte de notre société.





1. Poussée de fièvre militariste ici et ailleurs

Depuis 1949, le Canada est membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), une alliance militaire qui s'étend maintenant de l'océan Pacifique jusqu'aux frontières de l'Iran et de la Russie, et qui est très largement dominée par les États-Unis. Ça fait déjà plus de vingt ans que les États-Unis font pression sur les autres États membres pour que leurs dépenses de *défense** atteignent 2 % du produit intérieur brut (PIB) des pays. Après avoir longtemps résisté, le Canada atteignait en 2024 1,3 % du PIB.

C'est à la satisfaction des besoins réels des populations, ici et partout dans le monde, que devraient servir les nouvelles sommes astronomiques que nos gouvernements s'apprêtent à engloutir dans les dépenses militaires.

En 2025, sous le nouveau gouvernement libéral, la fièvre militariste qui montait de plus en plus en Occident a fait une poussée foudroyante au Canada et au Québec. En février 2025, Mark Carney s'engageait – s'il était élu premier ministre – à ce que les dépenses canadiennes en matière de *défense* passent à 2 % du PIB en 2030. Neuf jours avant les élections du 28 avril, il présentait un cadre financier indiquant l'atteinte de cette cible de l'OTAN en 2028-2029. Puis, en juin 2025, comme premier ministre, il annonçait des dépenses supplémentaires de 9,3 milliards $ en matière de *défense* pour atteindre le 2 % du PIB dans l'année en cours (2025-2026). Les dépenses militaires totales pour cette année s'élèvent à 62,7 milliards $.

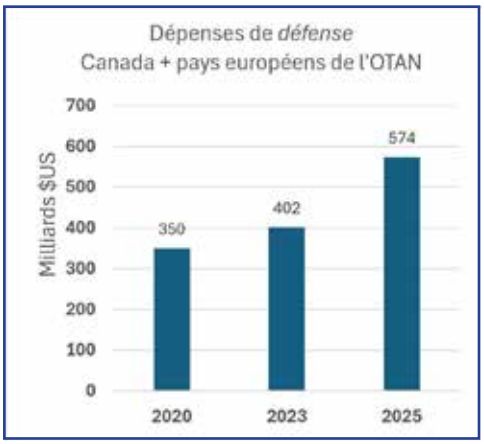
Mais déjà le 7 janvier 2025, avant même son investiture à la présidence des États-Unis, Donald Trump avait exigé un engagement des 32 pays de l'OTAN à hauteur de 5 % du PIB! Cette cible fut adoptée par l'OTAN en juin 2025 et devrait être atteinte d'ici 2035. Le 4 novembre 2025, le premier budget Carney, intitulé *Un Canada fort*, statuait que le pays « accélérera ses investissements au cours des prochaines années afin d'être en bonne voie de respecter d'ici 2035 l'engagement convenu à l'OTAN ». Une augmentation astronomique puisque l'atteinte de la cible de 5 % aujourd'hui exigerait d'y consacrer presque le tiers du budget fédéral!

Une directive, en date du mois de mai 2025, demande qu'on examine comment faire passer les forces de réserve de l'armée canadienne des quelques 30 000 réservistes actuels à 400 000 dans le cadre du développement d'un « Plan de mobilisation de la défense ». Ce plan viserait l'implication de toute la société canadienne pour répondre à des menaces pouvant aller d'une catastrophe naturelle à des opérations de combat de grande envergure et de haute intensité. Du côté des forces régulières de l'armée canadienne – en raison des menaces étasuniennes à la souveraineté du pays et, probablement davantage, en raison de l'augmentation de 20 % de la rémunération d'entrée – on a enregistré un nombre record d'enrôlements (7 310 personnes) pour 2025-2026, un sommet en trois décennies.

* NOTE :
Nous mettons le mot '*défense*' en italiques parce qu'une grande partie du matériel et des activités de *défense* du Canada servent à faire la guerre dans des pays distants qui ne nous ont pas attaqués et non à défendre le territoire et la population du Canada.

Trois constats s'imposent

Premièrement, il s'agit d'une augmentation astronomique des dépenses militaires : pour atteindre 5 % du PIB dans le budget actuel, par exemple, il faudrait y consacrer presque un dollar sur trois de tous les revenus du Gouvernement du Canada! Le Directeur parlementaire du budget (DPB), à Ottawa, a estimé qu'il faudrait 334 milliards $ en dépenses militaires supplémentaires au cours de la prochaine décennie pour atteindre progressivement la cible de 5 % du PIB d'ici 2035. En comparaison, le budget 2025-2026 du ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités est de 9 milliards $ et celui du ministère de l'Environnement est de 3,1 milliards $. Curieusement, les milieux d'affaires et les commentateurs médiatiques néolibéraux, hautement préoccupés par le déficit budgétaire du Canada quand il s'agit d'accroître les dépenses sociales, n'ont pas fait entendre leurs voix face à son explosion prévue par le DPB en raison des dépenses militaires anticipées.



Deuxièmement, cette transformation de l'économie canadienne en économie de guerre est engagée en l'absence de tout mandat électoral et de toute consultation publique, avec la complaisance des gouvernements provinciaux et des grands médias. Au Québec, à peine six jours après la publication du budget fédéral, le gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) a présenté sa « nouvelle vision économique », fondée en grande partie sur les juteux contrats militaires fédéraux que le Québec compte décrocher. Investissement Québec et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec pourront dorénavant soutenir directement des projets de *défense*.

Troisièmement, la rapidité avec laquelle le Canada s'engage dans des dépenses militaires gigantesques, dictées d'abord par le président Trump, puis par l'OTAN, contraste beaucoup avec son échec répété à respecter ses engagements de réduction de gaz à effet de serre (GES) depuis plus de 20 ans, et à consacrer 0,7 % du PIB à l'aide publique au développement (aide internationale), cible qu'il n'atteint qu'à moitié après plus de 55 ans!

+ + + + +

Pour compléter le portrait, en plus des pays de l'OTAN, il faut savoir que cette fièvre des dépenses militaires touche aussi, depuis plusieurs années, les richissimes pétromonarchies du Golfe persique, proches alliées des États-Unis, de même que, plus récemment, les proches alliés de l'Occident en Asie Pacifique : Japon, Australie, Corée du Sud et Philippines. Et comme si ce n'était pas assez, des courants d'opinion dans plusieurs pays – significatifs et parfois majoritaires comme en Corée du Sud – sont maintenant favorables à se doter d'armes nucléaires! Au Canada même, le général Wayne Eyre, ex-chef d'état-major de la défense, soutient que le gouvernement fédéral devrait envisager cette perspective.

C'est donc tout le « bloc occidental » qui se place sur un pied de guerre, sous la direction des États-Unis et de leur *commander-in-chief* Donald Trump, ce dernier ayant annoncé que les dépenses militaires étasuniennes devraient augmenter de 42 % pour la seule année 2027, pour atteindre 1 500 milliards $US.

« La morale de ma chronique est la suivante : (…) le seul gagnant qu'on peut déclarer avec certitude, c'est le gigantesque complexe militaro-industriel américain, pour ne pas dire les milliardaires de la mort et de la destruction qui ne sont pas seulement américains. »

Boucar Diouf,
La Presse, 29-10-2022

Stratégie industrielle de *défense* du Canada et Banque de la *défense*

Le 17 février 2026, le premier ministre Mark Carney dévoilait la Stratégie industrielle de *défense* du Canada dans les locaux de l'entreprise montréalaise CAE. Il faisait miroiter la promesse de fabuleuses retombées pour le Canada, notamment une manne de 500 milliards de dollars pour l'industrie canadienne – en approvisionnements en matière de *défense*, en investissements en capital liés à la *défense* et en retombées économiques – et 125 000 nouveaux emplois bien rémunérés pour les travailleurs et travailleuses.

Grande gagnante, l'industrie militaire canadienne verrait ses exportations augmenter de 50 % et ses revenus de 240 %! La Stratégie industrielle de *défense* du Canada lui garantit non seulement la part du lion des dépenses fédérales astronomiques qui y sont annoncées, mais aussi un accès privilégié, en continu, aux décideurs politiques et à l'appareil gouvernemental, une myriade de programmes particuliers, la priorité dans la formation de la main d'œuvre et dans les mesures de reconversion économique pour pallier l'impact des tarifs imposés par les États-Unis. Les 500 milliards annoncés ont littéralement dopé l'industrie militaire au Canada. En quelques mois seulement, le nombre de membres de l'Association des industries canadiennes de *défense* et de sécurité (AICDS) a presque doublé, passant de 700 à 1 300!

En appui à sa propre Stratégie industrielle de *défense* et à celles des pays européens membres de l'OTAN, atteints de la même fièvre militariste, le Canada a piloté la création de la Banque de la *défense*, de la sécurité et de la résilience (DSR), une nouvelle institution multinationale dont le siège social sera au Canada et pourrait être à Montréal. L'objectif de cette banque est de faciliter le financement des PME du secteur de la *défense* au sein des États membres et des alliés de l'OTAN.

Mais il est facile de voir que ce sont avant tout les intérêts du grand capital que sert ce projet. D'une part, ce sont les multinationales de l'armement, principalement étasuniennes, qui décrocheront les plus juteux contrats et qui auront besoin d'une multitude de PME pour leurs « chaînes d'approvisionnement ». D'autre part, le rôle de la Banque DSR sera essentiellement de fournir des garanties de prêt, assumant 85 à 100 % des risques au lieu qu'ils soient assumés par les grandes banques prêteuses.

Ces dernières empocheront donc les profits et ce sont les États membres de la Banque, donc nous, qui couvriront les défauts de remboursement!

2. Sommes-nous menacés?

Pour justifier la nouvelle cible de dépenses militaires de 5 % du PIB des pays membres de l'OTAN, son secrétaire général, Mark Rutte, a lancé que ces pays seraient « la prochaine cible de la Russie » et qu'il leur fallait ainsi prévenir une guerre « de l'ampleur de celles qu'ont connues nos grands-parents et nos arrière-grands-parents ». Vraiment? La Russie – qui peine à grignoter l'est de l'Ukraine et, pour ce faire, a besoin de soldats nord-coréens – serait prête à envahir toute l'Europe d'ici cinq ans? Il s'agit là d'un épouvantail de nature totalement spéculative et irréaliste comme c'est souvent le cas pour justifier des dépenses militaires faramineuses auprès des populations qui auront à en payer la note. Un exemple éloquent : le spectre des « armes de destruction massive » en Irak en 2002-2003.

Mais l'Occident et le Canada en particulier sont-ils vraiment menacés et vulnérables? La réponse courte est non. La Russie n'a ni l'intérêt, ni la capacité de conquérir l'Europe. Et alors qu'on nous parle de « réarmement », il est bon de rappeler que les pays de l'OTAN n'ont jamais désarmé à la fin de la Guerre froide et constituent, de loin, le groupe de pays qui dépense le plus pour sa *défense*.

En 2025, à eux seuls, les 32 pays de l'OTAN (sur 193 dans le monde) cumulent 55 % des dépenses militaires mondiales. Les États-Unis, comme toujours, trônent au sommet de ce funeste palmarès, comptant pour 33 % du total, soit autant que les 7 pays suivants réunis, dont la Chine (2e, 12 %) et la Russie (3e, 6,6 %).

Des experts mettent aussi en doute l'argument à la mode dans les cercles dirigeants politiques et militaires à savoir que la sécurité du Canada dans l'Arctique serait menacée à cause de la Chine et de la Russie. D'une part, ces pays n'ont émis aucune revendication territoriale sur l'Arctique canadien. Et, d'autre part, ils n'auraient ni l'intention ni les moyens de contester concrètement la souveraineté canadienne dans l'Arctique.

Au point de départ, le Canada jouit d'une position géographique enviable, étant entouré de trois océans, ce qui complique énormément son invasion par une puissance étrangère… autre que son voisin du Sud. Objectivement, ce sont d'ailleurs les États-Unis qui ont toujours représenté la plus grande menace à la souveraineté et à l'indépendance du Canada, tant par la pénétration de leur capital et de leur culture au Canada que par la dépendance de nos exportations à leur marché et par la très grande intégration des armées et des industries militaires des deux pays. Dans leur partenariat avec les États-Unis, les grands milieux d'affaires canadiens ont toujours été dans une position de subalterne. Dans la lancée de la soi-disant « guerre contre le terrorisme », ils ont d'ailleurs sacrifié ce qu'il restait de l'indépendance du Canada en matière de politique étrangère pour sécuriser leur accès au marché étasunien.

Alors que le président Trump intimide le Canada, réfère à répétition à son annexion et s'ingère ouvertement dans ses affaires intérieures, pense-t-on vraiment que de doubler ou de tripler les dépenses militaires permettrait au Canada de se défendre contre une invasion des États-Unis?

3. Une nouvelle course aux armements pour le maintien de l'hégémonisme étasunien

En 2018, sous le premier mandat Trump, les États-Unis ont adopté la « compétition stratégique » avec la Chine et la Russie comme axe central de leur Stratégie de *défense* nationale. Cette orientation, adoptée ensuite par l'OTAN (juin 2022) et par le Canada (2024), s'est accompagnée d'une propagande de plus en plus intense, présentant la Chine et la Russie comme des menaces existentielles à « nos valeurs », à « notre sécurité » et à « un ordre mondial basé sur des règles ».

C'est d'abord à la faveur de ce discours qu'on a cherché à promouvoir la transformation des économies occidentales en économies de guerre. Puis, le second mandat Trump a abandonné ce discours, remplacé par l'affirmation d'un impérialisme sans fard, s'emparant fièrement de tout ce que sa force brute lui permet d'arracher : les ressources minérales de l'Ukraine, la bande de Gaza, le pétrole du Venezuela. Une tentative similaire a visé le Groenland, un dossier qui n'est peut-être pas encore clos. En 2026, la guerre israélo-étasunienne contre l'Iran, que Trump aurait voulu voir produire un changement de régime dans ce pays, visait de manière irréaliste la mainmise sur ses énormes ressources en hydrocarbures.

Mais au-delà du discours, l'enjeu central pour les États-Unis demeure le même, soit celui de préserver et d'élargir leur hégémonie planétaire, de plus en plus contestée par la Russie, la Chine, le Sud global et même, beaucoup plus timidement, par certains pays en Europe. Les pressions étasuniennes ne visent pas seulement à ce que leurs alliés atteignent la nouvelle cible de 5 % du PIB pour la défense, mais aussi à ce qu'ils achètent leur armement du complexe militaro-industriel étasunien, déjà responsable de 43 % des exportations mondiales d'armes, et à ce qu'ils demeurent mobilisables pour de nouvelles guerres au service de l'empire étasunien.

Et la Chine? Et la Russie ?

L'emphase que nous mettons ici sur le rôle néfaste des États-Unis ne signifie nullement que nous considérons la Chine et la Russie – ou d'autres puissances montantes – comme des forces bienveillantes dans le monde. Ce sont également des puissances impérialistes, dont les systèmes de *défense* – prétendant aussi assurer la sécurité de leur population – servent les mêmes fins que les nôtres, à savoir surveiller, contrôler, intimider et faire la guerre pour la préservation et l'expansion des intérêts de leurs grandes corporations multinationales, privées ou étatiques, partout dans le monde. Bref, les systèmes de *défense* de la Chine et de la Russie ne sont pas plus essentiellement défensifs que ceux de l'OTAN, comme l'illustrent la guerre en Ukraine et la menace de prendre Taïwan par la force.

Cela dit, il existe des différences importantes d'échelle entre les grandes puissances impérialistes. Au niveau économique, le PIB des États-Unis est une fois et demie celui de la Chine et presque 12 fois celui de la Russie. Le contrôle exclusif des États-Unis sur le système financier mondial leur permet d'imposer unilatéralement des sanctions dévastatrices aux pays récalcitrants à leurs diktats. Au niveau militaire, les États-Unis dépensent trois fois plus que la Chine et 5 fois plus que la Russie. Les États-Unis et la Russie possèdent plus de 5 000 ogives nucléaires chacun, alors que la Chine en possède 600.

Mais les États-Unis sont absolument sans rival dans le déploiement de leur force militaire dans le monde – avec quelques 861 bases militaires dans 95 autres pays ou territoires dont une majorité encerclent littéralement la Russie et la Chine – et l'usage à répétition de cette force militaire dans une longue série de guerres dévastatrices. En comparaison, la Russie possède 35 bases étrangères dans 11 pays et la Chine 6 bases étrangères dans autant de pays.

Ce qui importe pour nous au Canada, c'est de ne pas être dupes de la propagande du bloc impérialiste dont nous faisons partie. 'Nos' gouvernements cherchent à justifier une nouvelle course aux armements en brandissant la menace que représente les armes de la Russie et de la Chine, leurs ingérences dans nos sociétés et leurs intentions présumées belliqueuses. Il est facile de comprendre que les gouvernements de la Chine et de la Russie peuvent invoquer exactement les mêmes 'arguments' – et de façon beaucoup plus probante, vu le déséquilibre des forces en leur défaveur – pour se lancer eux aussi dans une nouvelle course aux armements.

Dans l'intérêt de toutes les populations du monde, il faut mettre fin à ce cercle vicieux de dépenses militaires illimitées appuyées sur des propagandes de peur.

Il existe des différences importantes d'échelle entre les grandes puissances impérialistes.

4. Qu'en est-il des bénéfices qu'on nous promet?

• Garantir notre sécurité?

Accroître les dépenses militaires du Canada ne garantira en rien la sécurité de sa population. Car, avant tout, ce que les États-Unis et leurs alliés dépendants, dont le Canada, cherchent à préserver, ce n'est pas la sécurité de leurs populations, mais la rentabilité des investissements des multinationales et des super-riches et leur accès aux matières premières et aux marchés mondiaux. Mais même en oubliant cette réalité de base, il y a autre chose qui cloche.

Les dépenses militaires mondiales pour l'année 2025 se sont élevées à 2 887 milliards $US, dont 55 % ont été faites par les 32 pays de l'OTAN, l'alliance militaire occidentale dont le Canada fait partie. Non satisfaite de cette domination, l'OTAN vient de lancer une nouvelle course folle aux armements : en 2025, ses membres européens et le Canada ont augmenté leurs dépenses de *défense* de 20 % par rapport à 2024! Mais, quand tous les pays du monde seront deux ou trois fois plus armés, en quoi cela accroîtra-t-il notre sécurité… et celle de tous les autres peuples de la Terre? Logiquement, le résultat atteint ne sera-t-il pas le contraire de ce que prétendent nos dirigeants?

Il est difficile d'échapper à l'emprise étasunienne dans le secteur militaire. On en a une illustration frappante avec le cas des 88 avions de chasse F-35 commandés par l'armée canadienne, qui « ne peuvent être déployés sans l'autorisation de Washington, qui contrôle les logiciels, les flux de données sensibles et les systèmes d'entretien de l'appareil. »

Guillaume Tremblay-Boily,
Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), 2026

• Relancer l'économie et créer des emplois?

L'investissement dans l'industrie militaire ne génère pas le même niveau d'activité économique que d'autres secteurs. Il s'agit d'une industrie à forte concentration de capital et à faible utilisation de main-d'œuvre, c'est-à-dire que chaque dollar qui y est investi crée moins d'emplois que le même dollar investi dans les services sociaux (éducation, santé), la construction de logements, ou la transition vers une économie verte. Sans parler des effets bénéfiques de ces investissements pour toute la société contrairement au secteur militaire!

• Rendre le Canada moins dépendant des États-Unis?

D'abord, on voit mal comment se plier à la demande de Trump de dépenses militaires accrues jusqu'à 5 % du PIB peut représenter une résistance à ses diktats, tout comme l'achat d'avions de combat F-35, entièrement dépendants des États-Unis pour leurs mises à jour logicielles et leurs systèmes informatiques de préparation de mission indispensables.

Le discours officiel de Trump, pressant les pays de l'OTAN à augmenter leurs dépenses militaires, vise à accroître leurs achats au complexe militaro-industriel étasunien qui compte les plus gros joueurs de l'industrie militaire. Les pays de l'Union européenne et le Canada peuvent bien vouloir que leurs dépenses militaires servent à renforcer leur propre industrie militaire, mais ce que ces pays recherchent d'abord et avant tout c'est maintenir leur accès au marché étasunien avec des droits de douane les plus bas possible. C'est précisément ce levier de chantage économique que les États-Unis actionnent pour les garder dépendants dans leur approvisionnement énergétique et militaire. On l'a vu en juillet 2025 quand l'accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne a permis une réduction des tarifs imposés à l'Europe en contrepartie d'un engagement à acheter des États-Unis pour 750 milliards $US d'armes, de pétrole et de gaz.

5. Où tout cela nous conduit-il?

Avant d'aborder les coûts prohibitifs de cette militarisation pour notre propre société, il est important de prendre conscience que ce sont d'autres sociétés qui en paieront probablement les coûts les plus considérables. Car toute la quincaillerie militaire des États-Unis et de leurs alliés, dont le Canada, n'a pas surtout servi à défendre nos pays mais à en détruire et à en étouffer d'autres : Irak, Afghanistan, Pakistan, Libye, Syrie, Yémen, Palestine, Iran, Venezuela, Liban, pour ne nommer que ceux-là. Ainsi, de 2001 à 2023, la guerre « contre le terrorisme » a fait au moins 4,5 millions de morts et plus de 38 millions de personnes déplacées, presqu'exclusivement dans les pays militairement faibles du Sud global.

Dans le contexte actuel de tensions croissantes et alors que le droit international est ouvertement mis au rancart au profit de la loi du plus fort, la nouvelle course aux armements lancée par les États-Unis, l'OTAN et leurs alliés risque d'abord d'augmenter le nombre de guerres dévastatrices et de leurs victimes.

• Les coûts sociaux

L'augmentation draconienne des dépenses militaires au cours des prochaines années entraînera inévitablement des coupures dans les services publics s'attaquant directement à nos acquis sociaux, avec un impact disproportionné sur les femmes et les personnes marginalisées. Le signal était déjà donné en juillet 2025, un mois à peine après l'annonce par le premier ministre Carney de l'augmentation de plus de 9 milliards $ des dépenses militaires. Le ministre des Finances et du Revenu fédéral, François-Philippe Champagne, demandait alors à tous les ministères de réaliser des « économies » de 15 % au cours des trois prochaines années. Le budget fédéral 2025 précisait ensuite que l'objectif de ces coupures était de sabrer 60 milliards $ de dépenses sur cinq ans.

L'augmentation draconienne des dépenses militaires au cours des prochaines années entraînera inévitablement des coupures dans les services publics s'attaquant directement à nos acquis sociaux. L'objectif de ces coupures étant de sabrer 60 milliards $ de dépenses sur cinq ans.

Au Québec et au Canada, alors que le logement, la santé et l'éducation sont lamentablement sous-financés, et qu'on nous annonce une nouvelle austérité budgétaire, il est scandaleux de voir le nouveau robinet grand ouvert par nos gouvernements aux grandes compagnies empressées de profiter du militarisme mortifère.

Saviez-vous que?

-> Les guerres restent le principal moteur de la faim.

-> 60 % des personnes souffrant de faim dans le monde vivent dans des régions touchées par la guerre et la violence.

ONU Programme alimentaire mondial (PAM), 2022

• Les coûts environnementaux

Le réchauffement climatique et la crise écologique multiforme résultant de l'économie capitaliste mondiale constituent de graves menaces à la sécurité et à la survie de l'humanité, qu'il n'est pas possible de mettre sur pause. Mais la réduction des gaz à effet de serre (GES) et la transition énergétique ont effectivement été mises de côté sitôt après l'élection du gouvernement Carney qui a aboli la taxe carbone pour les consommateurs-trices et fait la promotion de nouveaux pipelines pour faire du Canada une grande puissance d'énergies fossiles! Au Québec, le report de 2030 à 2035 de l'échéance pour réduire ses émissions de GES de 37,5 % par rapport au niveau de 1990 va dans le même sens… contraire au consensus de la trentaine d'organisations de la société civile consultées qui recommandaient de garder le cap sur 2030.

Les sommes astronomiques qui seront consacrées aux dépenses militaires au cours des prochaines années vont assurément couper les vivres aux investissements nécessaires pour faire face à l'urgence climatique.

À cet égard, selon *Mining Watch Canada*, des détournements sont à craindre relativement à l'extraction des minéraux dits « critiques » qui sont également nécessaires à la transition énergétique :

« Au Canada comme ailleurs, les armes, drones, engins, chars, sous-marins, munitions et autres appareils de l'industrie militaire moderne exigent un appel de matières et de minéraux astronomique ». L'organisation dit craindre « que les annonces du gouvernement du Canada et des provinces en lien avec les minéraux dits critiques et la *défense* nationale ne mènent qu'à un détournement des fonds, des ressources et des efforts nécessaires en lien avec la *transition* énergétique ». Et elle prévient « que davantage de dommages à l'environnement et aux droits des peuples autochtones et populations locales sont attendus si le Canada pousse pour une augmentation de la production minière à des fins militaires ».

Mais il y a autre chose. Les armées, les guerres et les industries militaires contribuent elles-mêmes largement au réchauffement climatique. Selon un rapport publié en mai 2025 par l'Observatoire des conflits et de l'environnement, les armées et leurs chaînes d'approvisionnement représentent 5,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (des émissions qui ne sont pas obligatoirement comptabilisées par les différents pays). Si ces armées étaient un pays, il aurait la quatrième plus grande empreinte carbone du monde. Et cela ne tient pas compte des émissions considérables liées aux guerres, ni de celles qu'entraîne nécessairement la reconstruction de toutes les infrastructures détruites par les guerres.

En lui-même, l'accroissement des dépenses militaires ne peut donc qu'aggraver la crise climatique. Et c'est sans compter les effets délétères des contaminants militaires sur les sources d'eau potable, les terres arables, la santé des océans et des cours d'eau partout dans le monde.

• Au Canada, les émissions de GES de la *Défense* nationale seraient équivalentes à celles de 200 000 voitures.

• La guerre menée par les États-Unis et Israël en Iran a généré au cours des 30 premiers jours :

9 millions de tonnes de GES

***Acid rain, toxic water and tonnes of CO2 : The hidden cost of the Iran war*, 7am podcast, 20 avril 2026**

• Les coûts pour les femmes

La militarisation de notre société est de très mauvais augure pour les femmes. L'armée s'appuie sur l'exaltation de valeurs traditionnelles, dont le culte du chef, de la force, de la hiérarchie, de l'obéissance et de l'« esprit de corps ». La culture militaire tolère, voire valorise, une masculinité toxique qui banalise les violences envers les femmes. En 2015, la juge Deschamps publiait les résultats d'une enquête indépendante qui concluait que la culture des Forces armées canadiennes (FAC) est « hostile aux femmes » et la rend « propice aux incidents graves que sont le harcèlement sexuel et l'agression sexuelle ». Fin 2023, Statistiques Canada publiait les résultats d'un sondage qui indiquait qu'il y aurait eu deux fois plus d'agressions sexuelles en 2022 qu'en 2016 au sein des FAC.

La violence envers les femmes se décuple en contexte de guerre. Le viol est utilisé comme arme de guerre pour humilier l'ennemi et marquer le contrôle ou la prise du territoire. En prenant possession d'un territoire, le guerrier prend possession du corps des femmes. Les viols et les violences contre les femmes sévissent aussi dans les camps où elles se réfugient après la destruction des habitations. De façon générale pour les femmes, qui ont à assumer la responsabilité de prendre soin de la vie, le quotidien devient terriblement dur pendant les guerres. À titre d'exemple, lorsque les aqueducs et les routes sont détruits, les femmes sont parfois obligées de parcourir des dizaines de kilomètres pour trouver de l'eau potable ou de la nourriture.

Dans les pays agresseurs, la militarisation entraine une augmentation du chômage et de la pauvreté, affectant particulièrement les femmes. De plus, lors du retour des soldats dans leurs communautés, on constate une augmentation des cas de viol et de violence intime.

Les pays occidentaux ont souvent prétendu faire la guerre pour se porter à la défense des droits des femmes. Or, selon le *Costs of War Project*, après 20 ans de guerre en Afghanistan, le bilan général était catastrophique à cet égard. Le nombre de personnes sous le seuil de la pauvreté est passé de 80 % à 97 %, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition sévère est passé de 9 % à 50 % et 2 millions de femmes afghanes se sont retrouvées veuves. Ce n'est pas lorsque toute une population est en situation de survie, que les droits progressent. Le militarisme et les guerres n'ont jamais contribué à l'avancement des droits des femmes – bien au contraire!

« La militarisation de la société est incompatible avec le développement des conditions qui peuvent assurer aux femmes leur dignité. »

Andrée Michel,
Féminisme et antimilitarisme, 2012

Charte mondiale des femmes pour l'humanité, Section Paix

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

Affirmation 1.

La paix résulte notamment de l'égalité entre les sexes, de l'égalité sociale, économique, politique, juridique et culturelle, du respect des droits, de l'éradication de la pauvreté qui assurent à toutes et tous une vie digne, exempte de violence.

Affirmation 4.

Tous les êtres humains ont le droit de vivre dans un monde sans guerre et sans conflit armé, sans occupation étrangère ni base militaire. Nul n'a le droit de vie ou de mort sur les personnes et sur les peuples.

• Le recul de la démocratie et de nos droits

Sans surprise, une étude sur la progression des indices de la démocratie en 2025 confirme qu'il y a eu un recul important à un niveau jamais vu au cours des 50 dernières années, particulièrement en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Les facteurs évalués sont la liberté d'expression, le recul démocratique et la concentration des pouvoirs, la présence de mesures autocratiques, les contre-pouvoirs et le respect de droits.

« Face à un état de guerre généralisé qui menace de devenir permanent, être « militairement incorrecte » est plus que jamais une urgence où convergent les luttes féministes, antiracistes, anticoloniales et anticapitalistes. »

Jules Falquet,
auteure féministe, 2012.

En effet, depuis le 11 septembre 2001 et les mesures adoptées dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » jusqu'aux plus récents projets de lois discriminatoires envers les personnes immigrantes, nous avons assisté à un déferlement de mesures liberticides portant atteinte au droit à l'égalité de tous et toutes. De plus, les mécanismes de consultation et de protection de l'intérêt public, par exemple en matière d'environnement, ont été sérieusement réduits et même éviscérés.

Notons l'utilisation accrue de la clause dérogatoire par le gouvernement du Québec pour contourner les chartes. Avec le Projet de loi 1, s'il avait été adopté, les décisions du gouvernement auraient eu préséance sur les dispositions de la Charte des droits et libertés. C'est un exemple de l'effacement d'un contre-pouvoir et de l'implantation d'une mesure à saveur autocratique. Notons aussi l'adoption de mesures qui portent atteinte aux droits de certains groupes de personnes en regard de leurs croyances religieuses ou politiques.

La montée du militarisme n'est pas une bonne nouvelle pour les droits et libertés. Par définition, le militarisme repose sur la force et la violence. On ne peut revendiquer le droit à la liberté de circuler s'il y a un état de siège!

Le militarisme qui appelle la soumission et l'obéissance est nécessairement incompatible avec les règles de droit.

Qu'est-ce que le militarisme au juste?

Le militarisme est un courant de pensée politique qui prône la primauté de la force militaire dans les relations interétatiques et parfois même dans l'organisation intraétatique. L'exaltation de l'armée et de ses valeurs traditionnelles sont au cœur du militarisme. Les visions militaristes s'appuient généralement sur des campagnes de peur face à des dangers présentés comme existentiels pour '*la nation*' et font de l'augmentation constante des capacités militaires la priorité de la société.

Les régimes fascistes et les dictatures militaires sont des expressions ultimes du militarisme.

• Les crimes de guerre liés au commerce canadien des armes

Nos gouvernants ont beau vanter la rigueur des contrôles canadiens à l'exportation des marchandises et technologies militaires, eu égard au respect des droits humains dans le monde, les faits révèlent une tout autre histoire.

La participation du Canada au commerce mondial des armes le rend régulièrement complice de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, voire même de génocide. On n'a qu'à penser à ses ventes de véhicules blindés à l'Arabie saoudite, qui ont servi dans sa guerre contre le Yémen entraînant, selon l'ONU, ce qui était alors la pire catastrophe humanitaire de la planète.

Ou, plus récemment, à ses nombreuses livraisons d'armes à Israël qui se sont poursuivies pendant le génocide à Gaza, malgré les dénégations mensongères du gouvernement. Ou à ses ventes d'armes aux Émirats arabes unis, transférées ensuite aux Forces de soutien rapide (FSR) au Soudan, coupables notamment d'actes de génocide contre la population de la ville d'El-Fasher, selon une mission de l'ONU.

Ces cas ne sont pas l'exception mais la règle. On le comprend facilement quand on sait que 69 % des exportations canadiennes d'armement sont faites vers les États-Unis et ne sont soumises à aucun contrôle. Elles peuvent, dès lors, être utilisées dans toutes leurs guerres et leur propre trafic d'armes!

Les crimes horribles et les coûts humains associés aux exportations d'armes canadiennes ne pourront qu'augmenter avec la nouvelle Stratégie industrielle de *défense* qui prévoit augmenter ces exportations de 50 % et « simplifier » l'approbation des licences d'exportation.

« C'est d'autant plus inquiétant qu'une fois qu'on a accumulé autant d'armes, il faut les écouler d'une façon ou d'une autre. (...) Une tension qui pourrait mener le Canada à s'engager plus facilement dans des conflits militaires ou à devenir un joueur plus important sur les marchés d'armes internationaux. (...) C'est certain que les lobbys [du complexe militaro-industriel] vont faire pression sur le gouvernement pour qu'ils utilisent [les armes] ou pour ouvrir la vente à des gouvernements autoritaires ou génocidaires. »

Audrey-Laurin Lamothe, IRIS, citée dans *Le Canada est en voie de devenir une économie de guerre*, **Francis Hébert-Bernier,** PIVOT, 9 juillet, 2026.

• Le risque accru d'une conflagration nucléaire

Les orientations actuelles du Canada et de l'OTAN, de plus en plus en conflit ouvert avec la Chine et la Russie, ne pourront mener qu'à davantage de guerres encore plus dévastatrices et risquent même de nous faire basculer vers l'holocauste nucléaire de l'humanité. Ce danger, bien loin d'être écarté, est actuellement accru par l'exacerbation des tensions mondiales et la course aux armements. Le traité New START entre les États-Unis et la Russie est venu à échéance le 4 février 2026. C'était le dernier garde-fou limitant le nombre d'armes nucléaires de ces deux pays.

Créée en 1947, cette horloge évalue les dangers qui menacent la civilisation, comme la guerre nucléaire, les changements climatiques et, plus récemment, l'intelligence artificielle.

"Horloge de l'apocalypse", 27 janvier 2026, 85 secondes avant minuit

Le 27 janvier 2026, le Bulletin des scientifiques atomiques réglait son « horloge de l'Apocalypse » à 85 secondes avant minuit, son réglage le plus alarmant depuis sa création en 1947, et justifiait ainsi sa décision :

« La Russie, la Chine, les États-Unis et d'autres grands pays sont au contraire devenus de plus en plus agressifs, hostiles et nationalistes. Les accords internationaux obtenus de haute lutte s'effondrent, accélérant une compétition entre grandes puissances où le vainqueur remporte tout et sapant la coopération internationale essentielle pour réduire les risques de guerre nucléaire, de changement climatique, d'utilisation abusive des biotechnologies, de menace potentielle de l'intelligence artificielle et d'autres dangers apocalyptiques. »

6. Au plan mondial, montée de l'extrême-droite et des nouveaux fascismes

Le virage vers les préparatifs de guerre et la militarisation de nos économies se produit dans un contexte de montée des partis et des mouvements d'extrême-droite dans le monde.

Au pouvoir actuellement ou récemment dans plusieurs pays (États-Unis, Inde, Argentine, Italie, République tchèque, Chili, Salvador, Brésil, Hongrie, Pologne, entre autres) et, au moment d'aller sous presse, aux portes du pouvoir dans d'autres pays (France, Royaume-Uni et d'autres), ces partis et mouvements nient l'urgence climatique, prônent l'exploitation sans entrave des ressources de la planète et font fi de notre humanité commune. Ils appellent à retrouver la grandeur perdue de la « nation » et de la famille patriarcale et désignent l'immigration, l'Islam, le féminisme et la diversité de genres – et tous les « wokes » qui ne s'inquiètent pas de ces « fléaux » —comme responsables de la « déchéance » actuelle. L'extrême-droite exalte la force, nourrit un racisme et un masculinisme décomplexés. Une fois au pouvoir, pour s'imposer rapidement à toute la société et mater les résistances, elle s'attaque aux droits et libertés, neutralise les contre-pouvoirs et organise une répression de plus en plus violente.

La mise en œuvre accélérée de ce programme d'extrême-droite aux États-Unis depuis 2025 est particulièrement inquiétante pour nous et pour le monde entier, étant notamment à l'origine du nouveau branle-bas militariste mondial.

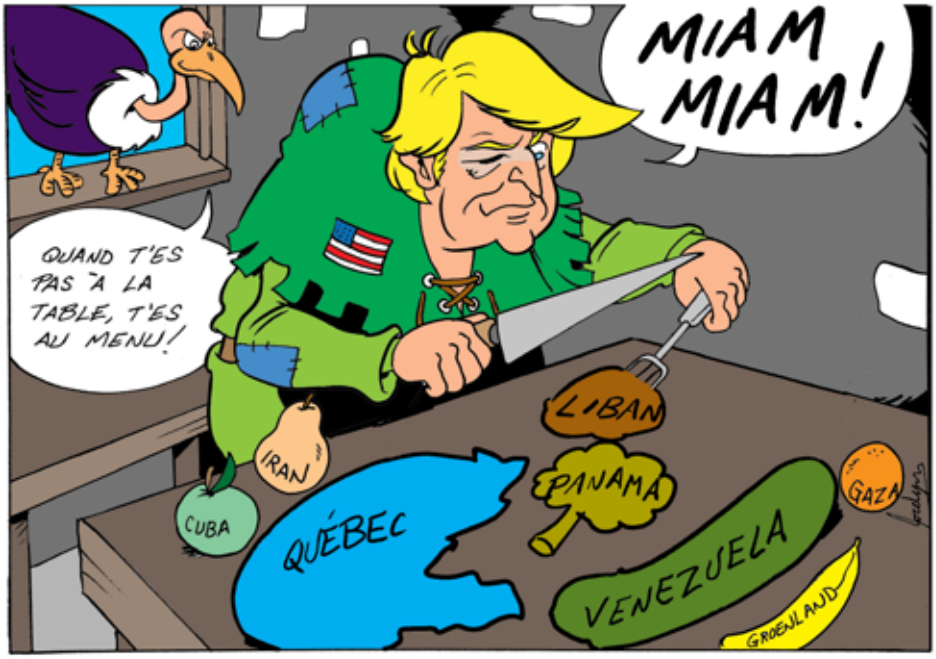
Donald Trump s'est en partie fait élire sur la promesse de mettre un terme aux guerres sans fin. Au début de son mandat, il s'est présenté comme le plus grand pacificateur de tous les temps, espérant le prix Nobel de la paix. Mais ce temps semble déjà lointain. Trump est surtout :

- celui qui a lancé la guerre illégale étasunienne contre l'Iran
- celui qui a renommé le *Department of Defense* en *Department of War* et qui veut augmenter son budget de 42 % pour 2027;
- celui qui a désigné, par décret présidentiel, le mouvement antifasciste étasunien comme organisation terroriste domestique;
- celui qui a ordonné au ministère de la Justice, au FBI et autres agences chargées de la sécurité nationale de se concentrer sur la violence politique « de gauche » aux États-Unis;
- celui qui a réuni tous les hauts gradés de l'armée pour leur expliquer qu'ils devaient être prêts à faire la guerre à l'ennemi intérieur;
- celui qui déploie la Garde nationale et les agents du Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) dans les grandes villes démocrates pour violemment traquer et expulser les sans statut (qu'il qualifie tous de dangereux criminels) et qui a triplé le budget de l'ICE et de ses fiers-à-bras masqués;
- celui qui déclare au monde entier n'avoir rien à faire du droit international et qui met quasi -personnellement le grappin sur Gaza et sur le Venezuela;
- celui qui s'immisce ouvertement dans les affaires intérieures d'autres pays pour y favoriser l'accession au pouvoir des partis d'extrême-droite;

Et celui qui s'encense constamment et qui pose rapidement de nombreux jalons d'un véritable culte de sa personne.

« Il serait dangereux de nous croire à l'abri d'un tel délitement institutionnel : les failles utilisées par Donald Trump pour démanteler la démocratie américaine existent aussi au Québec et au Canada. Abus de pouvoir de l'exécutif, ligne de parti, mesures d'urgence, échappatoires légales… Les options pour faire basculer nos institutions ne manqueraient pas. »

Louis-Philippe Lampron,
Faculté de droit,
Université Laval



Au menu d'un impérialisme débridé, Trump isolationiste ... vraiment?

La glorification de la force et de la violence, une caractéristique de l'extrême-droite, a atteint des sommets dans le discours des États-Unis pendant la guerre qu'ils ont déclenchée avec Israël contre l'Iran en 2026. Le 4 mars, le secrétaire à la guerre Pete Hegseth, dans une conférence de presse vantant les performances sans égales de l'armée étasunienne, a déclaré : « Ce n'était pas censé être un combat équitable, et ce n'est pas un combat équitable. Nous les frappons alors qu'ils sont à terre, ce qui est exactement comme cela devrait être ». Et le 7 avril, le président Trump a publié ceci sur son réseau social : « Une civilisation entière va disparaître ce soir, pour ne plus jamais réapparaître. Je ne veux pas que cela arrive, mais cela est probablement ce qui va se passer ». Un sommet de monstruosité, qu'il a répété le 17 mai : « Pour l'Iran, le temps presse, et [les Iraniens] feraient mieux d'agir rapidement, sinon il ne restera plus rien d'eux ».

La glorification de la force et de la violence, une caractéristique de l'extrême-droite, a atteint des sommets.

Trump ne respecte pas plus la démocratie et ses contrepouvoirs que le droit international. Il cherche ouvertement à contrôler les résultats des élections et il les discrédite par avance s'ils s'annoncent défavorables. Mais il ne faut pas perdre de vue que son pouvoir n'est pas celui d'un seul homme. Des secteurs majeurs du grand capital étasunien, qui profitent énormément de ses politiques, demeurent derrière lui et ont besoin de la répression, parfois brutale, qu'il met en place pour assurer la poursuite de ses politiques et le détournement continu des ressources publiques vers les ultra-riches. Les conditions d'un coup d'État fasciste, abandonnant toute prétention démocratique, sont en place.

En ce moment, nous ne faisons évidemment pas face à une situation similaire au Canada et au Québec. Mais on peut déjà en voir certains germes ici aussi. Dans la rapidité avec laquelle le nouveau gouvernement libéral de Mark Carney, sous prétexte de résister à l'intimidation des États-Unis, a rapidement adopté plusieurs politiques semblables aux leurs; dans la création d'un bouc émissaire social au Québec – immigrant•es et réfugié•es – rapidement blâmé pour la crise du logement, l'engorgement des services sociaux et même une culture de violence; et dans l'adoption de plusieurs lois liberticides au Canada et au Québec.

7. Refuser la logique guerrière pour le bien-être de l'humanité

C'est à la satisfaction des besoins réels des populations, ici et partout dans le monde, que devraient servir les nouvelles sommes astronomiques que nos gouvernements s'apprêtent à engloutir dans les dépenses militaires. Comme le secrétaire général des Nations unies l'indiquait l'an dernier, moins de 4 % de l'argent présentement consacré aux dépenses militaires suffiraient à éliminer la faim dans le monde d'ici 2030, et un peu plus de 10 % suffiraient à vacciner complètement chaque enfant. Sans compter les sommes à consacrer pour la transition mondiale vers une économie verte, dans une perspective de justice climatique et du bien-être de l'humanité et du vivant.

Au Québec et au Canada, alors que le logement, la santé et l'éducation sont lamentablement sous-financés, que nos infrastructures sont en décrépitude et que s'installe une nouvelle austérité budgétaire, ce n'est définitivement pas en s'armant davantage et par la création d'emplois dans les industries militaires que nous répondrons aux besoins pressants de notre société.

Nos priorités et celles de nos gouvernements ne sont clairement pas les mêmes. Les investissements qu'ils préconisent dans le militaire, dans les énergies fossiles, dans les centres de données et en intelligence artificielle ne feront qu'enrichir encore plus les ultra-riches et multiplier le nombre de laissés pour compte.

Une vaste mobilisation de tous les secteurs de la société civile québécoise et canadienne est donc nécessaire pour refuser l'augmentation des dépenses militaires qui hypothèque l'avenir de notre société et de l'humanité, et pour exiger que cet argent soit consacré aux multiples urgences sociales, humanitaires et écologiques. Nos combats – contre le militarisme et la montée de l'extrême-droite, pour répondre à l'urgence climatique, pour préserver et étendre nos programmes sociaux, pour protéger nos droits et nos organisations de lutte – font face aux mêmes ennemis. Nous avons à mener tous ces combats essentiels ensemble.

C'est notre seul espoir pour un avenir meilleur.

Pour un monde de paix et de justice, luttons contre le militarisme!

La sécurité de toutes les populations exige de dire NON à la logique de l'affrontement et de la haine, de l'exploitation, et de la domination.

Conférence internationale contre la guerre, 20 juin 2026, Londres.

LE COLLECTIF

ÉCHEC à la GUERRE

« Chaque canon fabriqué, chaque navire de guerre lancé, chaque fusée tirée signifie, en fin de compte, un vol commis envers ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus. Ce monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense la sueur des travailleurs, le génie des scientifiques, les espoirs de ses enfants. »

Dwight D. Eisenhower, 1953

info@echecalaguerre.org
https://echecalaguerre.org
facebook.com/echecalaguerre